(Coordination 12)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, le 15 octobre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'intégration des membres du personnel de l'administration d'Afrique, de la force publique et de la magistrature dans les services publics métropolitains", a donné le 19 octobre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e oktober 1959 door de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "met betrekking tot de opname van de personeelsleden van het bestuur in Afrika, van de weermacht en van de magistratuur in de moederlandse openbare diensten", heeft de 19e oktober 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à donner des garanties à certains membres du personnel de l'administration d'Afrique, de la force publique et de la magistrature qui, pour des raisons pouvant être "de divers ordres, tant moral que politique ou autre selon les circonstances", sont placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique.

Après une période de transition dont la durée ne peut être inférieure à six mois et pendant laquelle ils sont considérés comme se trouvant en "congé de reconstitution" avec toutes les conséquences statutaires et pécuniaires attachées à cette position, les intéressés ont la faculté de choisir l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° D'une part, il est loisible aux intéressés de demander leur "intégration dans les services publics métropolitains".

Cette "intégration" s'accomplira par étapes successives. L'agent de l'administration d'Afrique, le magistrat de carrière ou le militaire de la force publique acquiert d'abord, par un acte de nomination, indépendamment de toute vacance d'emploi, la qualité d'agent de l'Etat au sens de l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Cette nomination lui confère un grade équivalent à celui qu'il avait en Afrique et le traitement attaché à ce grade. Cette nomination a pour effet de placer cet agent en "instance d'affectation".

.../...

Avec l'affectation s'ouvre la seconde étape de"l'intégration". L'affectation peut être faite à titre définitif ou à titre provisoire. L'affectation définitive aura lieu selon l'ordre déterminé par le Roi en exécution de l'article 10 du projet; elle ne peut se faire que dans les services ministériels dont le personnel est régi par l'arrêté royal du 2 octobre 1937,ou dans un des services que l'exposé des motifs appelle "les corps spéciaux" : les services de la sûreté de l'Etat, les établissements scientifiques, les greffes et parquets et les établissements de l'enseignement de l'Etat. Dans ces services, l'agent est affecté à un emploi permanent de début, vacant dans la catégorie à laquelle il appartient, à condition que l'emploi de début soit accessible par voie de concours d'admission au stage et que l'agent soit porteur d'un des diplômes qui lui auraient permis de participer à ce concours d'admission.

L'agent ainsi affecté a pour l'avenir le choix entre deux situations. Ou bien il conserve le grade auquel il est nommé en Belgique et le traitement y afférent et,dans ce cas, il ne participe pas à l'avancement; ou bien, dans les six mois de son affectation il peut demander à acquérir le grade et le traitement correspondant à l' emploi de début auquel il est affecté, et,dans ce cas, il participe à l'avancement.

Pendant la période de la mise en instance d'affectation ainsi que pendant toute leur carrière en qualité d'agent de l'Etat, les intéressés bénéficient du traitement d'activité afférent à leur grade

.../...

avec droit aux allocations familiales telles qu'elles sont prévues pour le personnel du service auquel ils appartiennent. En outre, ils ont, en principe, droit soit à la pension de retraite s'ils peuvent y prétendre en vertu de la législation du Congo belge, soit à une allocation périodique pour perte de pension. La pension ou l'allocation comprend, entre autres, les indemnités familiales octroyées aux agents administratifs, aux militaires et aux membres de l'ordre judiciaire, conformément à la législation applicable au Congo belge à la date du 31 décembre 1958.

La période de la mise en instance d'affectation ne peut dépasser la durée d'un an. Si, à l'expiration de cette période, les agents n'ont pu être affectés, ils sont d'office mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Dans cette position, ils sont soumis au statut pécuniaire applicable aux agents de l'Etat qui sont mis en disponibilité par défaut de réaffectation. Leur traitement d'attente cumulé avec l'allocation pour perte de pension ne peut être inférieur au montant du traitement d'attente prévu par le statut des agents de l'administration d'Afrique en cas de mise en disponibilité par suppression d'emploi.

En outre, le projet confère aux intéressés un droit de priorité pour leur admission à tous les emplois vacants dans les services communaux et provinciaux ainsi qu'à tous les emplois vacants dans tous les organismes d'intérêt public énumérés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954.

.../...

Les droits de priorité établis par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 priment le droit de priorité instaurés par la présente loi.

2° D'autre part, si les intéressés ne demandent pas à acquérir la qualité d'agent de l'Etat, ils quittent l'administration, la magistrature ou la force publique, et bénéficient de leur pension de retraite ou de l'allocation périodique pour perte de pension, ainsi que d'une indemnité unique dont le montant varie entre trois et douze mois du traitement d'activité.

## EXAMEN DES ARTICLES.

### Article 1er.

L'article 1er dispose que la loi est applicable aux personnes de nationalité belge nommées en qualité d'agent métropolitain; il omet toutefois de définir la portée des termes "agent métropolitain". Si, comme l'exposé des motifs le précise, le Gouvernement entend leur donner la portée qu'ils ont dans l'article 214 de l'arrêté royal du 13 janvier 1959, on peut se demander si la technique employée n'est pas inutilement complexe.

L'article 214 comprend, en effet, quatre catégories de personnes : par l'emploi des mots "de nationalité belge" le projet en écarte deux.

Il paraît dès lors préférable de préciser directement à quelles catégories l'article 1er est applicable.

D'autre part, l'exclusion du champ d'application du projet des agents bénéficiaires de l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 risque de mettre certains de ceux-ci dans une situation nettement moins favorable que celle des agents auxquels le projet s'applique.

Article 2.

Aux termes de cet article, les raisons indépendantes de la volonté de l'agent, qui peuvent mettre celui-ci dans l'impossibilité de poursuivre sa carrière en Afrique, seront déterminées par le Roi, tout autant que les règles de procédure qui seront appliquées pour procéder à cette constatation.

L'alinéa 4 du même article permet au Roi de déléguer, "dans les limites fixées", les pouvoirs qui lui sont ainsi accordés.

Les termes "dans les limites fixées" manquent de précision; en effet, ces limites ne sont pas indiquées dans les dispositions du projet. Celui-ci devrait être complété sur ce point.

Article 4.

Selon cet article, les agents "visés à l'article 1er" ont le droit d'être nommés par priorité aux emplois des services que cet article énumère.

Il résulte des renseignements fournis par le délégué du Gouvernement que ce droit est limité aux agents qui ont acquis la qualité d'agent de l'Etat. Le texte devrait être modifié sur ce point.

Si le projet établit un droit de priorité, il ne définit pas les effets attachés à ce droit. Comment, par exemple, en cas de recrutement par voie de concours cette priorité s'exercera-t-elle ?

.../...

Article 5.

Cet article trouverait mieux sa place après l'article 3, l'article 4 devenant alors l'article 5. En effet, l'inobservance des délais prévus à l'article 5 entraîne la déchéance des garanties dont il est question à l'article 3.

Pour éviter des contestations, il serait préférable que la date à laquelle la période de transition expire soit communiquée à l'agent par lettre recommandée à la poste et que la demande en vue d'obtenir la qualité d'agent de l'Etat soit faite par la même voie , la date postale faisant foi.

Article 6.

Les termes "les agents qui ne demandent pas à être intégrés dans les services publics" devraient être remplacés par les termes suivants : "Les agents qui ne demandent pas à acquérir la qualité d'agent de l'Etat par application de l'article 3", par souci de concordance avec les articles 3 et 8,qui ne prévoient comme procédé d'intégration que l'acquisition de la qualité d'agent de l'Etat.

L'article 6,2°,octroie une indemnité à ceux qui réunissent les conditions requises pour faire valoir anticipativement leurs droits à la retraite. S'ils comptent 22 ans de carrière, ils reçoivent 3 mois de traitement d'activité. Pour les années de carrière "que les intéressés comptent en dessous de 22 ans", il est prévu que l'indemnité de 3 mois de traitement "est augmentée du montant d'un

.../...

mois de traitement d'activité par année complète de carrière". A prendre à la lettre cette disposition, l'agent qui a 21 ans de carrière en Afrique toucherait, à titre d'indemnité, 3 mois de traitement d'activité auxquels s'ajouteraient encore 21 mois de traitement d'activité. Selon les informations fournies par les fonctionnaires délégués, la rédaction de l'article 6, 2°, ne correspond pas aux intentions du Gouvernement. Le texte devrait donc être modifié.

## Article 11.

Cet article dispose que les affectations sont opérées sans préjudice de certaines conditions qu'il énumère. A ce propos,on remarquera que le projet ne contient aucune disposition rendant la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative, inapplicable aux mesures d'affectation qu'il organise.

En l'absence d'une telle disposition, il faut conclure que les agents qui ont acquis la qualité d'agent de l'Etat doivent être inscrits sur l'un des deux rôles linguistiques et que leur affectation doit respecter l'article 9, § 4, de la loi de 1932, aux termes duquel il sera observé un juste équilibre dans le nombre des emplois réservés aux candidats de chaque groupe linguistique.

.../...

Article 13.

L'article 13 énonce d'abord le principe que les agents "sont affectés à tout emploi permanent vacant accessible par voie de concours d'admission au stage et relevant de la catégorie à laquelle ils appartiennent". Ce principe est clair,mais l'article continue comme suit : "sinon et, pour autant que le grade dont ils sont titulaires ne soit pas accessible par voie de concours d'admission au stage, ils sont affectés à l'emploi permanent vacant correspondant au grade le plus élevé dans la catégorie immédiatement inférieure à celle à laquelle ils appartiennent".

L'éventualité qu'envisage cette seconde phrase est insuffisamment précise. Veut-on dire que c'est en raison de l'absence d'emplois vacants dans sa catégorie que l'agent sera affecté à un emploi de la catégorie inférieure,ou parce que cet agent ne possède pas le diplôme requis ainsi que l'exige l'article 11 ? Cette dernière hypothèse paraît la plus vraisemblable. Il serait nécessaire que le texte soit précisé sur ce point.

Il est à remarquer que, dans cette seconde hypothèse, l'application de la règle risque d'entraîner des conséquences, rares peut-être, mais inattendues : un directeur général en Afrique nommé par équivalence directeur d'administration, pourra, s'il n'a pas de diplôme universitaire, se retrouver dans un emploi de sous-chef de bureau, c'est-à-dire en deuxième catégorie, alors que ceux de ses anciens subordonnés, qui peuvent se prévaloir d'un diplôme universitaire,seront affectés à des emplois de première catégorie.

+

+ +

Les articles 16 et 17 manquent de clarté. Il résulte des explications fournies par les délégués du Gouvernement qu'ils devraient être rédigés comme suit :

"Article 16.-

Les agents affectés conservent le grade auquel ils ont été nommés par application de l'article 8, et bénéficient du traitement de ce grade. Ils ne participent pas à l'avancement.

Article 17.-

Les agents qui en font la demande dans les six mois à dater de leur affectation définitive sont revêtus du grade correspondant à leur nouvel emploi et bénéficient du traitement de ce grade; en ce cas, ils concourent à l'avancement dans l'administration où ils sont affectés.

Leur ancienneté dans ce grade est déterminée en tenant compte de l'ancienneté qu'ils ont acquise dans les cadres de l'Administration d'Afrique, de la force publique ou de la magistrature, depuis la date de leur nomination au grade d'Afrique permettant, en vertu du tableau d'équivalence prévu à l'article 9, d'être nommés au grade qui leur est conféré".

---

Het ontwerp strekt ertoe, waarborgen te verlenen aan sommige leden van het bestuurspersoneel in Afrika, van de weermacht en van de magistratuur voor wie het om redenen "van diverse aard ..., zo van morele als politieke of enige andere naar gelang van de omstandigheden", onmogelijk wordt hun loopbaan in Afrika voort te zetten.

Na een overgangsperiode van niet minder dan zes maanden waarin zij geacht worden zich in "herstelverlof" te bevinden met alle statutaire en geldelijke gevolgen van dien, kunnen de betrokkenen een van beide toestanden kiezen :

1° Ofwel kunnen zij verzoeken om integratie in moederlandse overheidsdiensten.

Deze "integratie" zal trapsgewijze plaats hebben. De bestuursambtenaar in Afrika, de beroepsmagistraat of de militair van de weermacht verkrijgt eerst, door een benoemingsakte en los van enige vacature, de hoedanigheid van Rijksambtenaar in de zin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel. Krachtens deze benoeming verkrijgt hij een met zijn graad in Afrika gelijkwaardige graad en de daaraan verbonden wedde. Deze benoeming plaatst hem in wat het ontwerp noemt "instantie van tewerkstelling".

Met de tewerkstelling begint de tweede etappe van de "integratie". De tewerkstelling kan vast of voorlopig zijn. Vaste tewerkstelling zal plaatshebben in de volgorde die de Koning ter uitvoering van artikel 10 van

.../...

het ontwerp bepaalt; zij is alleen mogelijk in ministeriële diensten waarvan het personeel onder toepassing valt van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, of in een van de diensten die de memorie van toelichting "speciale korpsen" noemt : diensten van de veiligheid van de Staat, wetenschappelijke instellingen, griffies en parketten en Rijksonderwijsinrichtingen. In die diensten wordt de ambtenaar tewerkgesteld in een vaste aanvangsbetrekking, die openstaat in de categorie waartoe hij behoort, mits tot de aanvangsbetrekking toegang wordt verleend door een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en de ambtenaar houder is van een der diploma's op grond waarvan hij aan dit examen had kunnen deelnemen.

De aldus te werk gestelde ambtenaar heeft voortaan de keuze tussen twee toestanden. Ofwel behoudt hij de graad waarin hij in België is benoemd met de daaraan verbonden wedde, en dan komt hij niet voor bevordering in aanmerking; ofwel kan hij, binnen zes maanden na zijn tewerkstelling, vragen om toekenning van de graad en de wedde overeenkomend met de aanvangsbetrekking waarin hij is te werk gesteld, en dan komt hij voor bevordering in aanmerking.

Zolang zij "in instantie van tewerkstelling" zijn, en gedurende hun gehele loopbaan als Rijksambtenaar, genieten de betrokkenen de aan hun graad verbonden activiteitswedde met recht op de kinderbijslag zoals die bepaald is voor het personeel van de dienst waartoe zij behoren. Bovendien hebben zij in beginsel recht ofwel op een rustpensioen, als zij daarop krachtens de wetgeving

.../...

van Belgisch-Congo aanspraak kunnen maken, ofwel op een periodieke uitkering wegens pensioenderving. Het pensioen of de uitkering bevat onder meer de gezinsvergoedingen die aan bestuurspersoneel, militairen en de leden van rechterlijke orde worden toegekend overeenkomstig de op 31 december 1958 voor Belgisch-Congo geldende wetgeving.

Ambtenaren mogen niet langer dan een jaar "in instantie van tewerkstelling" zijn. Zijn zij na het verstrijken van die periode nog niet te werk gesteld, dan worden zij van ambtswege ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

In die toestand vallen zij onder de bezoldigingsregeling van Rijksambtenaren die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van wedertewerkstelling. Hun wachtgeld, samen met de uitkering wegens pensioenderving, mag niet lager liggen dan het wachtgeld dat krachtens het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika wordt toegekend in geval van terbeschikkingstelling wegens ambtsopheffing.

Bovendien verleent het ontwerp de betrokkenen een prioriteitsrecht voor toelating tot alle openstaande betrekkingen in provincie- en gemeentediensten, en tot alle openstaande betrekkingen in alle in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 genoemde instellingen van openbaar nut.

Prioriteitstrechten volgens de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 gaan vóór het prioriteitsrecht volgens de onderhavige wet.

.../...

2° Ofwel verzoeken de betrokkenen niet om de hoedanigheid van Rijksambtenaar, treden zij uit de administratie, de magistratuur of de weermacht, en ontvangen zij hun rustpensioen of de periodieke uitkering wegens pensioenderving en een enige vergoeding waarvan het bedrag schommelt tussen drie en twaalf maanden activiteitswedde.

## ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

### Artikel 1.

Artikel 1 bepaalt, dat de wet toepassing vindt op personen van Belgische nationaliteit die benoemd zijn als moederlands ambtenaar; de inhoud van het begrip "moederlands ambtenaar" wordt echter niet nader omschreven. Verstaat de Regering, zoals de memorie van toelichting zegt, deze term in de betekenis die hij heeft in artikel 214 van het koninklijk besluit van 13 januari 1959, dan is het de vraag of hier geen nodeloos ingewikkelde techniek wordt gevolgd.

Artikel 214 omvat immers vier categorieën van personen; twee daarvan worden uitgesloten door de woorden "van Belgische nationaliteit".

Het lijkt derhalve raadzaam rechtstreeks te zeggen op welke categorieën artikel 1 toepassing vindt.

Daar anderzijds degenen die in aanmerking komen voor artikel 33 van de wet van 18 oktober 1908 buiten de werkingssfeer van het ontwerp worden geplaatst, bestaat er gevaar dat sommigen van hen in een kennelijk minder gunstige toestand komen te verkeren dan de ambtenaren op wie het ontwerp toepassing vindt.

.../...

Artikel 2.

Luidens dit artikel bepaalt de Koning welke redenen, onafhankelijk van de wil van de ambtenaar, hem in de onmogelijkheid kunnen plaatsen zijn loopbaan in Afrika voort te zetten, alsook de procedure tot vaststelling van die onmogelijkheid.

Krachtens het vierde lid van hetzelfde artikel kan de Koning "binnen de vastgestelde perken" de hem aldus toegekende bevoegdheid overdragen.

De woorden "binnen de vastgestelde perken" zijn niet duidelijk genoeg ; die "perken" zijn in de bepalingen van het ontwerp immers niet aangegeven. Hier behoort het ontwerp dus te worden aangevuld.

Artikel 4.

Volgens dit artikel hebben de ambtenaren "bedoeld in artikel 1" het recht om bij voorrang te worden benoemd in betrekkingen bij de in het artikel genoemde diensten.

Uit de inlichtingen door de gemachtigde van de Regering verstrekt, blijkt, dat dit recht alleen wordt toegekend aan ambtenaren die de hoedanigheid van Rijksambtenaar hebben verkregen. De tekst dient dus ter zake te worden gewijzigd.

.../...

Het ontwerp voert weliswaar een prioriteitsrecht in, maar zegt niet welke gevolgen daaraan zijn verbonden. Hoe zal bijvoorbeeld dat recht worden uitgeoefend in geval van aanwerving door middel van vergelijkende examens ?

Artikel 5.

Dit artikel zou beter worden ingevoegd na artikel 3 ; artikel 4 wordt dan 5. Worden de in artikel 5 bepaalde termijnen niet in acht genomen, dan vervallen immers de in artikel 3 genoemde waarborgen.

Om betwistingen te voorkomen,ware het verkieslijk aan de ambtenaar bij een ter post aangetekende brief kennis te geven van de einddatum van de overgangsperiode, en het verzoek om de hoedanigheid van Rijksambtenaar langs dezelfde weg in te dienen ; de datum van het postmerk zou dan als bewijs gelden.

Artikel 6.

De woorden "De ambtenaren die niet vragen opgenomen te worden in de openbare diensten" vervange men als volgt : "Ambtenaren die niet vragen om bij toepassing van artikel 3 de hoedanigheid van Rijksambtenaar te verkrijgen", ter wille van de overeenstemming met de artikelen 3 en 8 die als integratiemiddel alleen het verkrijgen van de hoedanigheid van Rijksambtenaar kennen.

.../...

Artikel 6, 2°, kent een vergoeding toe aan hen die de vereiste voorwaarden vervullen "om vroegtijdig hun rechten te laten gelden op het rustpensioen". Hebben zij een loopbaan van 22 jaar, dan ontvangen zij 3 maanden activiteitswedde. Voor de dienstjaren die "de belanghebbenden minder tellen dan 22 jaren" wordt bepaald, dat de vergoeding van 3 maanden wedde "wordt verhoogd met het bedrag van één maand activiteitswedde per volledig jaar loopbaan". Letterlijk betekent deze bepaling, dat een ambtenaar met 21 jaar Afrika-loopbaan, als vergoeding 3 maanden activiteitswedde zou ontvangen met daarbij nog 21 maanden activiteitswedde. Naar de gemachtigde ambtenaren verklaarden, beantwoordt de tekst van artikel 6, 2°, niet aan de bedoeling van de Regering. Hij dient dus te worden gewijzigd.

## Artikel 11.

Dit artikel bepaalt, dat de tewerkstellingen plaatshebben onverminderd sommige voorwaarden welke het noemt. Hierbij moge worden opgemerkt, dat het ontwerp geen bepaling bevat die de wet van 28 juni 1932 betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken buiten toepassing verklaart ten aanzien van de maatregelen tot tewerkstelling welke het invoert.

Het ontbreken van zulk een bepaling wettigt de conclusie, dat de ambtenaren die de hoedanigheid van Rijksambtenaar hebben verkregen, op een van beide taalrollen moeten worden ingeschreven en dat hun tewerkstelling rekening dient te houden met artikel 9, § 4,

.../...

van de genoemde wet van 1932, luidens hetwelk een passend evenwicht zal worden in acht genomen bij het vaststellen van het getal der betrekkingen die aan de kandidaten van elke taalgroep worden voorbehouden.

## Artikel 13.

Artikel 13 stelt eerst het beginsel, dat de ambtenaren "worden te werk gesteld in om het even welke vacante vaste betrekking die bij wijze van vergelijkend examen tot de stagedienst toegekend wordt, en behoort tot de categorie waaronder zij ressorteren". Dit beginsel is duidelijk,maar het artikel vervolgt : "zo niet, en voor zover de graad, die zij voeren, niet toegekend wordt bij wijze van vergelijkend examen tot de stagedienst, worden zij te werk gesteld in de vaste vacante betrekking die overeenstemt met de hoogste graad in de onmiddellijk lagere categorie dan die waartoe zij behoren".

Het is niet zeer duidelijk aan welke mogelijkheid juist in die tweede zin is gedacht. Wil men zeggen dat de ambtenaar zal worden te werk gesteld in een betrekking van de lagere categorie omdat er in zijn categorie geen betrekkingen openstaan, dan wel omdat hij niet in het bezit is van het vereiste diploma zoals artikel 11 voorschrijft ? Deze laatste veronderstelling lijkt de meest waarschijnlijke. Wat dit betreft,moet de tekst worden verduidelijkt.

.../...

Op te werken valt, dat de toepassing van de regel in dit tweede geval tot wellicht zeldzame maar onverwachte gevolgen kan leiden : een directeur-generaal in Afrika die, op grond van gelijkwaardigheid, tot directeur van administratie wordt benoemd, kan, als hij geen universitair diploma bezit, in een betrekking van onderbureauchef, dus in de tweede categorie,komen te staan, terwijl diegenen van zijn vroegere ondergeschikten die zich op een universitair diploma kunnen beroepen, in betrekkingen van de eerste categorie zullen worden te werk gesteld.

\+

\+ \+

De artikelen 16 en 17 zijn niet duidelijk. Afgaande op de uitleg van de gemachtigden van de Regering,wordt voorgesteld ze als volgt te lezen :

"Artikel 16.-

De te werk gestelde ambtenaren behouden de graad waarin zij bij toepassing van artikel 8 zijn benoemd, en ontvangen de wedde van die graad. Zij komen niet in aanmerking voor bevordering.

Artikel 17.-

Ambtenaren die binnen zes maanden na hun definitieve tewerkstelling hierom verzoeken, worden bekleed met de graad die met hun nieuwe betrekking overeenkomt, en ontvangen de wedde van die graad ; in dat geval komen zij in aanmerking voor bevordering in het bestuur waar zij zijn te werk gesteld.

Hun anciënniteit in die graad wordt bepaald met inachtneming van de anciënniteit die zij in de kaders van het Bestuur in Afrika, de weermacht of de magistratuur hebben verkregen sedert de dag van hun benoeming in de graad van Afrika op grond waarvan zij, krachtens de in artikel 9 bedoelde gelijkwaardigheidstabel, in de hun toegekende graad kunnen worden benoemd".

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. H. ADRIAENS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ADRIAENS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.